



**Rencontre internationale**  
**Science, technologie, innovation et développement solidaire**  
**Quelle contribution des compétences marocaines du monde**  
**17-18 mars 2012, Rabat**  
**Argumentaire**

En moins de trois décennies, l'émigration marocaine a connu des mutations radicales dont, notamment, la montée en puissance démographique, la mondialisation des destinations, la féminisation, le rajeunissement et le vieillissement, la diversification croissante des profils des migrants et le développement du niveau socioculturel de ces migrants. Ainsi, les données de l'OCDE concernant les résidents d'origine marocaine dans ses pays membres estiment à 14,4% le pourcentage de travailleurs hautement qualifiés<sup>1</sup>. Ces mutations vont de pair avec un processus historique inédit fait d'enracinement durable des migrants marocains et de leurs familles (que révèle par exemple le fort taux de naturalisations) et de maintien, par-delà les générations, d'un fort sentiment d'attachement au Royaume.

Pays de forte émigration (avec une proportion se situant autour de 10% de sa population globale), le Maroc s'est préoccupé très tôt de sa diaspora scientifique, technique et économique. Dès 1993, une première rencontre était organisée avec l'aide du programme TOKTEN<sup>2</sup> du PNUD à Rabat et rassemblait quelques 150 scientifiques et ingénieurs d'origine marocaine à travers le monde. Cette première édition s'est prolongée par deux autres rencontres thématiques en 1994 et 1996. Après ce premier élan, il a fallu attendre 2006 pour voir la tenue d'une rencontre consécutive à la création du Fonds international des compétences marocaines à l'étranger (FINCOME). En décembre 2007, une rencontre sur la contribution des Marocains de l'étranger au développement des investissements était organisée dans le cadre des Intégrales de l'investissement.

Parallèlement, les institutions dédiées aux communautés marocaines à l'étranger (Fondation Hassan II, ministère Délégué Chargé de la Communauté Marocaine Résidant à l'Étranger, Conseil de la Communauté Marocaine à l'Étranger) multipliaient les initiatives dans ce domaine (signature de conventions, séminaires et rencontres au Maroc et dans les pays de résidence). De leur côté, plusieurs institutions et ministères (Académie Hassan II pour les sciences et les technologies, CNRST, ministères de l'industrie, du commerce et des nouvelles

<sup>1</sup> Données extraites de la base statistique de l'OCDE, février 2012.

<sup>2</sup> *Transfer of knowledge through expatriate nationals* du Programme des Nations Unies pour le Développement.

technologies, de l'emploi et de la formation professionnelle, etc.) se préoccupaient de cette problématique.

A partir de 2000, de nombreuses associations étaient créées par des Marocain(e)s de l'extérieur, avec l'objectif explicite d'organiser la contribution des élites expatriées au développement du pays. Ces initiatives, qui confirment les mutations en cours au sein de l'émigration et la volonté de ces élites de maintenir le lien avec le Maroc tout en s'enracinant dans les pays de résidence, se comptent aujourd'hui par dizaines et couvrent tant les pays d'Europe que l'Amérique du Nord.

Ces évolutions interviennent alors que se confirme la forte corrélation entre investissement en Recherche&Développement d'une part, et développement économique et humain d'autre part. La compétitivité des nations est en effet de plus en plus tributaire de leur capacité d'innovation, d'acquisition des connaissances et de développement de politiques d'éducation et de formation de haut niveau.

Par ailleurs, la mobilité internationale des élites professionnelles (qui concerne aussi le Maroc) est devenue un enjeu universel, avec une concurrence acharnée pour leur captation, entre d'une part les pays industrialisés, et d'autre part les pays du Nord et les pays émergents. Toutes les données confirment que cette rivalité se fait au détriment des pays du sud dont bien évidemment le Maroc.

Alors que le Maroc est engagé dans une série de réformes politiques d'envergure et que de nombreux plans sectoriels de développement ont été élaborés (Pacte national de l'émergence industrielle, Plan énergie, Plan Azur, Plan Vert, Initiative nationale de développement humain, programme d'urgence pour l'éducation), une double question se pose au pays :

- Quelle politique de formation et de mobilisation des ressources humaines faut-il mettre en œuvre pour accompagner ces réformes et atteindre les objectifs proclamés des divers plans sectoriels ?
- Quelle place peuvent prendre les élites expatriées dans cette perspective ?

Instance d'analyse et de prospective, Le CCME entend participer à ce débat national, urgent et nécessaire, par l'organisation de la rencontre internationale « science, technologie, innovation et développement solidaire : quelle contribution des compétences marocaines du monde », qui est l'aboutissement d'une série de rencontres organisées ces dernières années dans les pays d'accueil.

Cette rencontre sera l'occasion de se connaître et de se faire connaître, de favoriser la création de réseaux de talents et de compétences, ainsi que de recueillir le point de vue des participant(e)s sur les modalités de mobilisation de la Diaspora d'origine marocaine. Ce sera enfin l'occasion de présenter les résultats d'une étude inédite menée par le CCME sur les politiques de mobilisation des compétences, entreprises au Maroc sur les vingt dernières années.

L'ensemble des discussions, conclusions et recommandations permettront d'élaborer, avec le concours de l'ensemble des acteurs, du Maroc et de l'étranger, une politique nationale intégrée et renouvelée de mobilisation des compétences marocaines du monde, qui tienne compte des leçons apprises ces vingt dernières années et des données actualisées de l'environnement national et international.